

## DISCOURS DE SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DU LANCEMENT DES TRAVAUX DU FORUM SUR LE DÉVELOPPEMENT DU BURUNDI

- Très Honorable Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;
- Excellence Monsieur le Premier Ministre;
- Honorables Membres des bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat ;
- Monsieur le Président de la cour suprême ;
- Honorables Parlementaires ;
- Excellences Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,
- Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique et consulaire accrédités au Burundi ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires Techniques et Financiers ;
- Mesdames et Messieurs les membres du Comité de Pilotage de ce Forum pour le Développement du Burundi ;
- Mesdames et Messieurs, Distingués Invités, tout protocole observé ;
- Chers Amis du Burundi ;
- Chers Compatriotes,

1. Je voudrais, dès l'entame de mon propos, commencer par rendre grâce à Dieu Tout-Puissant, Lui qui guide toujours nos actions et qui nous a gardés en bonne santé jusqu'à cette mémorable et historique journée.

2. Permettez-moi ensuite de saluer l'ensemble des participants qui ont accepté d'être parmi nous, physiquement, ou virtuellement, malgré leur agenda chargé et, plus particulièrement, vous qui avez accepté de consacrer votre temps matériel à développer des thèmes qui touchent sensiblement sur la vie socio-économique de notre pays,

- Excellences, Honorables, Mesdames et Messieurs,
- Chers Partenaires et Amis du Burundi ;
- Chers Compatriotes,

3. Organisée sous le thème Central : "Faire du Burundi un pays Émergent d'ici 2040", cette première édition du Forum National pour le Développement du Burundi cadre bien avec les ambitions qui sont les nôtres et qui visent à faire sortir progressivement le peuple Burundais de la pauvreté et à accroître la compétitivité de notre économie.

En d'autres mots, ce forum vient répondre à notre souci, de voir tout le peuple burundais participer, sans laisser personne derrière, à l'édifice de notre pays.

4. Ainsi, cette rencontre est d'une importance capitale pour notre pays, car elle constitue un cadre privilégié d'échange et de dialogue entre les intellectuels burundais vivant aussi bien au pays qu'à l'étranger, désireux de contribuer sur les questions du développement durable et inclusif de notre chère patrie.

Ce sera donc l'occasion de passer en revue les politiques et stratégies spécifiques dans différents secteurs, en faire une analyse critique quant à leur mise en œuvre et arrêter des recommandations et pistes de plans d'actions sur lesquelles des groupes thématiques qui vont être mis en place à l'issue de ce forum, vont travailler.

5. Pour sa part, le Gouvernement du Burundi est fermement engagé dans son combat contre la pauvreté en vue d'accélérer la croissance de façon soutenue, durable et inclusive pour atteindre le niveau d'un pays émergent à revenu intermédiaire.

Cela demande des efforts particuliers, une autre manière de travailler avec la participation de tous les citoyens.

- Excellences,
- Honorables,
- Mesdames et Messieurs,

Le Gouvernement du Burundi, "Responsable et Laborieux", est guidé par le principe directeur autour de la synergie "ENSEMBLE, TOUT EST POSSIBLE".

Dans cette voie, tout dirigeant doit savoir gérer la chose publique en bon père de famille et veiller à ce que tout citoyen participe dans la vie socio-économique et recouvre un bien-être qui lui convient.

Je ne me lasserai jamais de le déclarer : Au Burundi, chaque bouche doit avoir à manger et chaque poche doit avoir de l'argent.

6. C'est possible, il n'y a pas d'épines sous nos pieds qui nous empêchent de marcher vers le développement effectif et inclusif.

En effet, toutes les ressources nécessaires pour le développement du Burundi sont disponibles par la grâce de Dieu : nous sommes gâtés par la nature qui nous offre un bon climat, un sol et un sous-sol riches. En plus, les burundais sont doués d'intelligence.

Il ne nous reste qu'à nous affermir et nous lever comme un seul homme pour valoriser ces dons naturels mis à notre disposition.

Ainsi, la conjugaison et la coordination des forces de tous les acteurs de la vie socio-économique permettront de garantir l'accès de tous les citoyens aux ressources du Pays et de les rentabiliser pour l'intérêt de tous.

Pour cela, la contribution de tout un chacun est impérative.

7. C'est dans ce cadre que le Gouvernement du Burundi, agissant dans le strict respect de ce principe de collaboration, reste concentré sur l'identification des défis dans le but d'élaborer des stratégies et des politiques visant à assurer la transformation profonde et la modernisation de l'économie nationale.

Pour nous lancer dans le développement, nous devons d'abord avoir une compréhension commune des causes du sous-développement au Burundi, qui doivent être fouillées dans l'histoire, dans notre politique et aussi dans notre vie socioculturelle.

- Excellence Mesdames et Messieurs,

8. Nous sommes déjà engagés pour le développement socio-économique du Burundi. Et, pour y arriver, il nous est demandé de tripler nos efforts pour jeter des bases solides, condition sine qua non pour le développement durable.

En effet, pour pouvoir atteindre le développement du pays, il faut d'abord un peuple déterminé, une cohésion sociale ainsi qu'un Gouvernement responsable, qui, non seulement

gère la chose publique en bon père de famille, mais aussi est à même d'assurer la direction des activités économiques du pays.

Une fois que tout ceci est établi, il ne restera qu'à entamer la transformation de nos ressources naturelles en usant de notre intelligence et de notre savoir-faire.

9. Parlant de la mobilisation de nos ressources humaines et de la bonne gouvernance, nous avons noté que la bonne administration des services publics et la bonne gestion des finances publiques sont la meilleure clef du développement.

La bonne gouvernance administrative et démocratique permet aux citoyens de s'épanouir et de participer activement aux différentes activités ayant trait au développement personnel et collectif.

10. Dans ce sens, le Burundi dispose d'une Constitution qui consacre la démocratie comme mode de gouvernance. Nous avons des lois qui sont claires même si certaines requièrent une mise à jour pour s'adapter à la situation du moment.

En plus de cela, des institutions démocratiques, légitimes et fiables ont été mises en place et fonctionnent normalement. Cette stabilité institutionnelle constitue un atout majeur pour entamer sans faille le processus de développement durable du pays.

11. Le défi qui reste devant nous, et qui est une entorse au développement, est la persévérance dans certains vices et mauvaises habitudes du passé.

Certains fonctionnaires ont peu de soucis de servir convenablement les citoyens à la base, préférant se bousculer dans les villes en délaissant le monde rural qu'ils méprisent et veulent laisser croupir dans la pauvreté, en s'opposant à la politique du Gouvernement de redéploiement. Je profite de cette tribune pour les exhorter à se défaire de cet esprit et de s'inscrire dans la logique de relèvement communautaire initié par le Gouvernement.

Pour rompre avec ces vicissitudes du passé, nous devons faire aussi une campagne de conscientisation à l'endroit de tous les citoyens et particulièrement des responsables administratifs et techniques à tous les échelons de l'organisation de l'Etat pour s'inscrire dans la logique de développement durable et intégral.

Cela se fait par une approche participative et inclusive.

12. C'est nécessaire, Honorables, Excellences, Mesdames et Messieurs, car les citoyens burundais ont été affectés psychologiquement par la colonisation qui a transformé brutalement notre société, en plus des atrocités qui jonchent notre histoire.

La rupture sans transition avec notre société ancienne, a eu des retombées négatives sur la vie de la nation au fur des années.

Avoir passé plus de 100 ans dans l'impasse, sans présager l'avenir pour les citoyens d'un pays, encadrés par des dirigeants insouciants de la gestion du bien commun, est un accident de l'histoire qui a emporté la conscience de beaucoup de générations.

Il faut le reconnaître si réellement on veut guérir ; « Uwuza gukira indwara arayirata », « Accepter sa maladie est le premier pas vers la guérison », comme le disait Henri-Frédéric Amiel, dans son journal « Intime ».

13. Partons du fait que le Burundi ancien était caractérisé par une civilisation familiale où chaque responsable se considérait comme chef de famille.

Effectivement, le Burundi était considéré comme une propriété commune à tous les Burundi, une source de vie pour tous les citoyens (Umurima w'isangi) dont le chef responsable était

dans l'obligation de partager ce patrimoine national en toute équité, sans laisser pour compte aucun burundais (Nta mwana n'ikinono).

C'est cette vertu qui contribuait au renforcement de l'unité nationale et de l'esprit d'appartenance à la communauté et d'amour envers la mère patrie, le Burundi.

14. L'unité nationale, je le souligne, c'est signe de cohésion et c'est la base de construction de toute société. Et, pour consolider cette unité, l'autorité du pays doit être le symbole et le garant de cette unité.

C'est cela qui a rassemblé les burundais autour d'une idéologie nationaliste, le roi étant le noyau central et les burundais se sentant autour du père de famille comme les abeilles dans une ruche.

Aucun Burundais ne pouvait, par exemple, proférer des malédictions contre son pays et contre l'autorité. Il était conscient que s'il le faisait, il serait lui-même maudit ; « ntawuvuma ibere ryamwonkeje ».

Le Burundi était un réel havre d'amour et de solidarité entre ses citoyens.

15. Dans la vie individuelle et familiale, le malheur qui s'abattait sur l'un interpellait la solidarité de tous.

Exemple : personne ne pouvait se construire seule sa maison d'habitation, tous les voisins sans exception y participaient. Même pour un jeune qui allait se marier, d'autres jeunes participaient à la construction de sa maison. C'est intéressant que cette pratique soit restée gravée dans nos cœurs.

Même en matière de sécurité, quand il y avait un cri de secours, tout le village était réveillé pour secourir la victime. Tous étaient pour chacun et chacun pour tous.

Dans le système éducatif, un enfant appartenait à la société et non à sa famille de sang seulement. « Umwana si uw'umwe, umwana ni uw'Uburundi ». C'est ainsi qu'il était éduqué et recevait l'éducation de tout le voisinage.

Excellence Mesdames et Messieurs,

16. Je décrivais la vraie image du Burundi ancien dont les qualités dans le mode de vie nous interpellent à les revivre aujourd'hui. C'est cette image perdue que nous regrettons tous, et c'est ce regret qui nous pousse à tout mettre en œuvre pour que notre pays se remette sur les rails.

C'est l'objet même de cette première édition de ce Forum national sur le développement du Burundi. Entre nous-mêmes, pensons ensemble, agissons ensemble.

Notre culture doit servir de référence pour vivre longtemps car un peuple sans culture ni histoire est comme un arbre sans racines. Vous avez bon l'irriguer mais il finit par se sécher.

17. Bâtissons notre pays prenant référence à notre culture, au mode de vie de nos aïeux devant des besoins de la vie sociale. C'est cela qui a fait que le Burundi soit un pays prospère avant même la colonisation.

La résistance des Burundais contre les esclavagistes de Muhammad Bin Khalfan surnommé (Rumariza) et la résistance contre la colonisation allemande pendant 7 ans en sont une illustration.

Jean Pierre Chrétien témoigne qu'à l'époque, le Mwami pouvait réunir un peu de temps un nombre considérable de guerriers qui pouvaient effrayer l'ennemi. (Voir Cahiers d'étude africaine, 1968).

Ces guerriers étaient des Burundais et non des Tutsi, des Twa et des Hutu.

Imaginer un pays africain qui, en 1896, avait une armée nationale forte pour résister à une grande puissance comme l'Allemagne et cela pendant sept ans.

18. Au point de vue économique, le pays se démarquait déjà par son développement agro-pastoral, par son industrie de fer, de cuivre et de textile, la poterie, la menuiserie et le commerce tant intérieur qu'extérieur car les burundais vendaient leurs produits jusque dans la région de Buha.

Les Burundais avaient déjà initié le mouvement des coopératives car ils travaillaient en groupements (Ikibiri) et connaissaient déjà la transformation agro-alimentaire (fabrication du beurre, de la bière, de la farine, etc.)

19. Mais hélas, petit à petit, par la colonisation, le Burundi est devenu comme une propriété privée des chefs leaders qui le gèrent à leur propre guise.

Au lieu de développer le Burundi à partir des acquis, la colonisation nous a ôté cette culture socio-économique intrinsèque, enracinée dans la conscience des burundais dont chaque enfant naissait avec et qui se transmettait de génération en génération.

Suite à la politique discriminatoire de diviser pour régner, il s'est développé des rivalités entre les citoyens pour gagner la sympathie du chef colon et prendre profit du bien commun par un petit groupe de personnes.

Cette rivalité a conduit les leaders burundais à développer dans leurs consciences l'esprit de haine envers leurs concitoyens pour satisfaire les désirs inassouvis.

20. Progressivement, l'éthique de la gouvernance a disparu faisant place à la recherche des intérêts sectaires pour un groupe de dirigeants, ce qui a également entraîné la méfiance des citoyens envers l'autorité et l'Etat, amenant avec elle le manque de patriotisme.

A l'indépendance, l'héritage de la colonisation a été ces divisions qui ont gangrené le Burundi jusqu'à en faire un pays de désordres, d'anarchies et de violences durant plus de 5 décennies.

21. En conséquence, les conflits répétitifs ont conduit le pays à un véritable sous-développement du Burundi.

L'esprit d'initiative pour l'auto-développement et le développement du pays s'est éteint, la solidarité entre les citoyens n'était plus de mise.

D'aucuns ne pensaient plus qu'à la façon de tirer un profit égoïste des délices du pays, si l'occasion d'avoir un poste de responsabilité se présentait.

Excellence Mesdames et Messieurs,

22. Je sais que la vérité blesse et vous avez le droit de me contredire; mais à voir le comportement qu'affichent certains cadres de l'Etat et ceux qui les entourent, j'ose le dire, même si ce n'est pas tout le monde, la fidélité et l'honnêteté, chez certains, c'est le manque d'occasions.

Et si cela reste ainsi, et s'ils ne changent pas, le développement du pays est hypothéqué car celui-ci commence par l'intervention de l'Etat à travers ses cadres.

23. Aujourd'hui, nous devons revenir à la raison de notre nature humaine burundaise, source de notre vie ancestrale.

Il est vrai que la société burundaise était libérale mais il y avait des tabous, des limites que personne ne pouvait se passer.

Les règles de la loi coutumière étaient respectées par tous et il n'y avait pas de deux poids et deux mesures. Tous les citoyens étaient égaux, en droits et en devoirs.

C'est cela qui a créé la stabilité dans le pays au cours de son histoire.

Mais au fur des années, la loi du plus fort s'est installée et la confiance envers l'autorité de l'Etat a été réduite; cela a été aggravé par des crises répétitives caractérisées par des crimes de sang desquels, manifestement, l'autorité de l'Etat n'était pas loin du simple fait qu'elle ne faisait rien pour protéger les citoyens et poursuivre les criminels.

Excellence Mesdames et Messieurs,

24. Nous ne pouvons pas rester prisonnier du mal du passé douloureux qu'a connu notre pays. Nous devons changer l'image de notre pays et c'est le moment.

Pour changer, nous devons nous organiser d'avantage pour redonner de l'espoir.

Tuyemere twisuganye kuko nta wundi azodushira ku murongo.

On ne pourra pas expulser le burundais et inviter un étranger faire ce que nous devrions faire nous-mêmes. Nous devons créer un Murundi nouveau, conscient de l'édification de notre pays.

Pour se faire nous devons profiter des atouts mais aussi savoir transformer le mal en bien, ce qui était perçu comme négatif en outils utiles pour la société.

25. Je le souligne encore, la bonne gouvernance, de par ses corollaires, est la clef du développement ; puisqu'elle va avec la bonne gestion des ressources humaines du pays, sachant placer les hommes qu'il faut à la place qu'il faut.

En plus, elle stimule la bonne planification des activités de développement dans tous les secteurs de la vie nationale.

L'administratif est le guide et commandeur des citoyens au travail.

Il doit, par conséquent, se reconnaître comme tel, car s'il ne joue pas son rôle, tout le monde se perd. Avoir un mauvais dirigeant, c'est le premier facteur de la pauvreté du pays car « Mauvais ciseau abime bonne toile », comme le dicte le proverbe français.

Le chef ou dirigeant, c'est lui qui organise et qui conduit. C'est lui qui articule et répartit les missions de chaque groupe de citoyens sinon les citoyens n'ont plus de direction et ils se dispersent.

Pour cela un fonctionnaire ne doit pas se considérer comme un employé mais il doit être un serviteur. C'est en langue anglaise que c'est bien clair : « State servant », Umusuku w'igihugu.

26. En plus de la bonne gouvernance, vient ensuite comme pilier du développement, le développement du capital humain.

D'abord mobilisons les ressources humaines disponibles, c'est rendre actif les citoyens dans la vie socio-économique.

En effet, partout dans le monde, pour qu'il y ait développement, les citoyens doivent être des investisseurs dynamiques et innovants.

Ils investissent non seulement l'argent, mais aussi la force et l'intelligence. C'est cela qui stimule la production. Chaque citoyen doit avoir une activité qui lui permet de vivre grâce aux fruits de ses efforts.

Cette proportionnalité travail-consommation permet de créer l'équilibre économique et d'assurer le bien-être des citoyens. Plus on produit, plus on vend et plus on devient riche. Malheureusement, les moments de crises qu'a connues le Burundi ont créé des comportements inhabituels qui ont empêché les citoyens de travailler et d'investir dans le pays et l'esprit humanitaire a développé la notion de dépendance et partant, de bienfaiteur (umugiraneza).

27. Pendant ces moments, on pouvait vivre sans travailler ; ce qui a créé un autre mal pour le pays : la naissance des commissionnaires, chose qui n'avait jamais existé dans le pays. Aujourd'hui quand un commissionnaire devient riche, il est appelé opérateur économique. C'est une honte pour les théoriciens du développement économique. Dans mon entendement, j'appelle ces commissionnaires, les vecteurs du sous-développement contrairement aux producteurs qui sont de vrais acteurs du développement et qui sont des réels opérateurs économiques.

28. En plus du mal de commissionnement, un autre mal s'est accentué dans le pays. Les citoyens n'ont pas l'engouement d'investir leur capital dans le pays. Dans le passé récent, nos citoyens se sentaient en sécurité économique s'ils faisaient des investissements à l'étranger ; c'est de cet esprit que s'est accentué le fléau de fuite de capitaux.

Prenons par exemple une société x qui gagne un marché public et réalise un bénéfice de 2 milliards, au lieu de fructifier cette somme d'argent qui vient de sortir du trésor public à l'intérieur du pays, le propriétaire de la société va dans un bureau de change, prend des devises pour aller acheter une maison dans un pays étranger. Cette personne n'a fait que dépouiller les richesses de sa patrie pour enrichir d'autres pays.

29. Il faut bien comprendre, investir à l'étranger n'est pas synonyme de lâcheté mais il faut le faire dans l'intérêt de réaliser des bénéfices pour le pays.

Pour les cas qui nous intéressent par ailleurs ce sont des personnes qui utilisent les fonds qu'elles gagnent du trésor public.

➤ Excellences Mesdames et Messieurs,

30. On ne peut pas parler de fuite de capitaux et passer sous silence la fuite des cerveaux. Alors que l'éducation était dispensée pour le développement des ressources humaines, qualifiés, au service du Burundi en premier lieu, notre pays est devenu pourvoyeur des intellectuels pour les pays développés. Dans cette logique, le capital engagé pour l'éducation devient une peine perdue. Les pays les moins avancés sont ainsi victimes de manque des moyens suffisants pour s'égaliser au pays développés en termes de salaire. Si on compte les intellectuels burundais qui servent à l'étranger, le Burundi ne manquerait pas Docteurs enseignants, de médecins ou des ingénieurs experts capables de planifier pour le développement du pays.

La gestion financière du trésor public ne permet pas que leurs exigences puissent être comblées, et cela condamne le pays à rester dans le cercle vicieux de carence d'intellectuels.

Ainsi, j'appelle tous les participants à contribuer pour que le Burundi cesse d'être victime de cette situation inconfortable.

31. Dans ce secteur du développement du capital humain, l'éducation et la santé restent un défi à surmonter. Le Burundi a besoin d'une génération des professionnels, en bonne santé, ayant les capacités physiques et intellectuelles, pour participer activement à son développement.

En effet, des activités à faire ne manquent pas. La main d'œuvre disponible exige des salaires élevés alors que le Gouvernement court le risque de s'embourber dans le cercle vicieux de l'endettement. La promotion de la production par des moyens disponibles devrait être une priorité pour ensuite réclamer les salaires.

32. Ainsi, notre appel envers le peuple burundais est le changement de mentalités pour s'investir dans différents secteurs de la vie, afin de pouvoir accroître la production et ainsi contribuer au développement socio-économique du pays.

En réalité, chaque fonctionnaire devrait montrer le niveau de satisfaction des citoyens par ses services. Quand les services publics sont en ordre, les citoyens s'impliquent dans la production ; et quand les citoyens participent dans la production, la croissance économique devient effective et le pays se développe progressivement. C'est ce que le Gouvernement en place, s'efforce de faire.

➤ Excellences Mesdames et Messieurs,

33. Pour atteindre un taux de croissance économique soutenue permettant de sortir progressivement de la pauvreté, accroître le taux d'urbanisation de façon maîtrisée et soutenable, et, pour aboutir à une réduction drastique du chômage, surtout chez les jeunes diplômés d'ici 2027, le Gouvernement du Burundi a lancé un vaste programme dénommé Programme de capitalisation de la paix, de la stabilité sociale et de la promotion de la croissance économique au Burundi (PNCP-SS-PCE). Ce programme vise la stabilité politique, économique et sociale du pays par la garantie de la sécurité alimentaire, l'augmentation des revenus des citoyens et le cheminement vers la croissance économique du pays.

34. En effet, pour réussir la mise en œuvre de ce programme, le Burundi s'est engagé à opérer toutes les réformes nécessaires pour assurer avec succès la transformation structurelle de l'économie nationale, parallèlement à la mise en œuvre des autres instruments de planification et de gestion de l'économie nationale et, principalement, le Plan National de Développement du Burundi, (PND 2018-2027).

35. Ainsi, ce Forum est organisé au moment où le Burundi retrouve la place qui est la sienne dans le concert des Nations, après les sanctions et autres mesures inopinées qui ont été imposées injustement au pays depuis 2015, par certains de nos partenaires, qui avaient une lecture erronée et biaisée de la situation socio-politique de notre pays.

Ces mesures et sanctions ont eu pour principal effet de ralentir le processus de développement sur lequel le Burundi était engagé depuis 2005, avec la fin des graves crises socio-politiques qui ont endeuillés le pays depuis son indépendance.

Malgré cela, le Burundi a fait preuve d'une forte résilience et ressort de cette période avec la tête toujours hors de l'eau.

36. En plus de cela, nous faisons face aussi à la crise sanitaire mondiale qui n'épargne personne, et qui impacte sensiblement les échanges internationaux, les mouvements des biens et des personnes et entraîne un ralentissement généralisé de l'économie mondiale. Le Burundi subit donc aussi, de pleins fouets, les effets négatifs de la Pandémie du COVID 19, malgré les efforts nationaux de lutte contre ce fléau à travers la campagne : « JE GUERIS, JE NE ME CONTAMINE PAS, JE NE CONTAMINE PAS LES AUTRES ».

37. Notre pays fait également face aux effets liés aux changements climatiques et enregistre des catastrophes naturelles ayant pour impact la destruction des infrastructures, le déplacement de personnes et la mort de certains de nos compatriotes.

Pour y faire face, le Gouvernement a notamment lancé le programme « EWE BURUNDI URAMBAYE », qui a déjà permis, en trois ans, la plantation de 144 millions de nouveaux arbres sur les collines et montagnes du pays, pour la protection de l'environnement où le Pays ambitionne développer l'écotourisme et laisser aux générations futures un pays rassurant et attractif.

38. Pour rappel, dans cette vision, le citoyen burundais moyen recherché parmi les 12 millions d'habitants est celui qui a un accès facile à une alimentation équilibrée, à un logement décent, aux soins de santé de qualité, à une éducation professionnelle de qualité de ses enfants, à l'eau potable et électricité, aux services de loisirs et de sport et à un travail générant un revenu minimum pour payer ses besoins vitaux ci-haut mentionnés.

Le recensement général en cours de préparation permettra de déterminer le nombre des Burundais ayant déjà atteint ce niveau de vie souhaité et d'adopter des politiques et des stratégies pour sortir tout le monde de la pauvreté et dépasser ce niveau intermédiaire.

➤ Excellence Mesdames et Messieurs,

39. Le Gouvernement du Burundi a déjà déployé beaucoup d'efforts pour le bien-être de sa population. En effet, à travers les travaux communautaires de développement, le Burundi a pu maintenir ses routes rurales et a construit beaucoup d'autres infrastructures publiques dont les écoles et les centres de santé.

40. Le renforcement du mouvement coopératif sur toutes les collines du pays a permis d'accroître sensiblement la production agricole de certains produits de base tels que le riz et le maïs.

41. Etant donné que les jeunes constituent un véritable moteur du développement économique, le Gouvernement a mis en place une Banque pour jeunes (BIJE) avec pour objectif de contribuer au financement des projets de développement économique initiés par les jeunes, organisés en associations ou en coopératives et ainsi réduire le chômage.

Sur cette même lancée, notons la mise en place de la Banque pour les femmes, pour leur auto développement.

42. Au niveau de la bonne Gouvernance économique, le pays a fait des réformes économiques publiques et la collecte des recettes, qui ont permis au Gouvernement, sur base de ses propres recettes, de payer ses fonctionnaires, financer son fonctionnement et rembourser ses dettes.

Des mesures sévères envers ceux qui font les malversations et la corruption ont été entreprises, accompagnées par des destitutions des hauts cadres qui se sont rendus coupables ou responsables des malversations économiques, ou ont fait preuve d'inertie et d'un faible engagement dans leur mission de service public.

Certains opérateurs économiques qui se sont rendus coupables des malversations économiques, de fraudes ou d'évasions fiscales ont été contraints de rembourser.

Petit à petit, le Burundi recouvre la confiance de ses partenaires et nous nous en réjouissons.

➤ Excellences, Mesdames et Messieurs,

43. L'environnement extérieur et intérieur du pays a eu pour impact de déstabiliser le cadre macro-économique. Ainsi on fait face aujourd'hui à une forte tension sur le marché de change et l'augmentation de la dette publique.

En effet, le constat général est que la culture de production pour l'exportation n'est pas ancrée dans les esprits des burundais, c'est à ce moment que certains se réveillent et commencent à s'organiser en conséquence.

Aujourd'hui, d'aucun se pose la question de gestion du marché de change qui fait couler beaucoup d'encre.

Pour pouvoir comprendre ce problème, il suffira de voir clair et objectivement et analyser ce marché où il n'y a que des acheteurs.

Nous attendons de ce forum, des recommandations permettant d'aller vers une stabilisation des différents secteurs de la vie nationale dans le cadre macro-économique.

44. Malgré les défis liés à l'instabilité du cadre macroéconomique, les opportunités d'affaires ne manquent pas au Burundi surtout dans les secteurs stratégiques comme : l'exploitation industrielle des mines, les infrastructures, l'agro-industrie, l'Éco-tourisme, l'éducation professionnelle, les logements sociaux, la logistique, les soins de santé, l'Énergie et les TIC.

45. Pour rendre possible ces ambitions, nous avons trouvé que la priorité doit être orientée notamment, vers le développement du capital humain.

En effet, nous faisons face à une jeunesse intellectuelle et des femmes désœuvrées à cause, d'une part du manque de capital de démarrage de leur projet, mais d'autre part, d'un manque de technicité à même de répondre au besoin du marché de travail.

Nous comptons opérer des réformes dans le secteur de l'éducation, pour rendre l'enseignement plus professionnel que général.

46. L'autre défi, en plus du capital humain, est le manque d'infrastructures. En effet, des infrastructures socio-économiques comme la construction du chemin de fer, les routes, la modernisation du port de Bujumbura et de l'Aéroport International Ndadaye Melchior, les centrales électriques, la zone économique spéciale sont entre autres des infrastructures indispensables à l'accroissement de la compétitivité de notre pays et rendre Bujumbura, un hub logistique régional.

Face aux défis budgétaires, nous restons convaincus que le Partenariat-Public-Privé peut être une solution efficace s'il est bien implémenté.

47. Même si notre agriculture connaît des avancées remarquables ces dernières années, des efforts restent à consentir pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et, également profiter de nos avantages comparatifs pour exporter en grand volume nos produits agricoles.

48. Pour encourager le secteur privé à investir au Burundi, nous avons depuis plusieurs années, mis en place un Code des Investissements et une loi régissant les PPP. Au regard des défis auxquels nous faisons face dans ces domaines, l'heure est venue de faire une évaluation et, certainement, de réorienter nos politiques en la matière. C'est pour cette raison que nous venons de moderniser l'agence pour la promotion d'investissement et nous sommes en train d'améliorer la politique minière afin d'en sortir un code minier qui permettra de conclure des contrats miniers gagnant-gagnants.

49. Rappelons que depuis les années 2000 la technologie a apporté beaucoup de changements en Afrique et au Burundi. Le développement des technologies du numérique a une influence positive sur tous les champs de l'activité humaine, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'administration publique, du partage de compétences etc... Le Burundi doit également aussi tirer le maximum des opportunités offertes par la digitalisation.

Ce forum ne pourra pas faire l'économie de cette question d'actualité et nous attendons également des contributions importantes par rapport à ce point.

50. Toutes ces nouvelles orientations auront pour but de mettre en place des cadres pour aboutir à une collaboration gagnant-gagnant entre l'Etat du Burundi et le Secteur privé. En effet, nous faisons de notre mieux pour encourager le secteur privé et les investisseurs étrangers à venir y investir et le Gouvernement ne ménagera aucun effort, pour soutenir tous ceux qui auront accepté d'accompagner le Burundi dans sa marche vers le développement durable, inclusif, équilibré et intégré.

Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier les partenaires et amis du Burundi qui ont déjà accueilli favorablement la vision du Burundi en matière de coopération au développement ; parce qu'il n'est pas possible de faire cavalier seul dans le monde d'aujourd'hui, vers le développement de tous, sans laisser personne derrière.

Nous pensons particulièrement au Système des Nations Unies, au PNUD, à la Banque Mondiale, à la Banque Africaine de Développement, à l'Union Européenne et ses membres, à la République Populaire de Chine, à la Fédération de Russie et, au Fonds Monétaire International qui, ces derniers jours, se montrent très attentifs sur la question de relance économique et du bien-être de la population burundaise.

L'un des objectifs de ce forum est également de débattre sur la manière d'accroître l'efficacité de l'utilisation des différents appuis apportés par ces partenaires pour nous servir de capital de démarrage.

- Excellences, Mesdames et Messieurs,
- Chers compatriotes,
- Chers participants ;

51. Je ne saurais clôturer mon propos sans adresser les sentiments de reconnaissance et de satisfaction aux animateurs de cette Conférence, plus particulièrement ceux de la

Diaspora, pour leur disponibilité et leurs contributions à un débat scientifique constructif sur le développement économique au Burundi.

52. Vous avez témoigné que le Burundi reste votre patrie et que vous êtes attachés à son avenir radieux; nous souhaitons que cela encourage les autres membres de la Diaspora, autres intellectuels et experts résident au Burundi ou ailleurs dans le monde, à contribuer au processus du développement, chacun selon son domaine de compétence.

53. Aux termes de cette première édition de ce forum, Je reste convaincu que des solutions innovantes seront trouvées, afin d'appuyer sur l'accélérateur et répondre efficacement aux besoins de notre population.

Je ne doute pas que la deuxième édition de ce forum servira à l'évaluation des résultats que l'on aura atteint grâce à la contribution de tout un chacun, sans oublier le soutien de nos différents partenaires.

Certes, les opportunités et les défis coexistent ; mais, soyez rassurés, que, dans notre pays, les opportunités sont plus dominantes que les défis. J'exhorte les Burundais à avoir le courage et la patience et surtout du patriotisme pour pouvoir avancer; du reste, l'avenir de notre peuple est entre nos mains en tant que leaders et intellectuels.

/Nous sommes appelés à arrêter des stratégies pouvant changer les choses, impliquer tout le peuple burundais à travailler et participer au développement du pays.

Notre pays ne peut pas éternellement rester demandeur d'aide, nous pouvons, nous aussi, appuyer les autres pour le développement. Que chaque burundais se fixe un objectif à atteindre.

Ce forum vient en prélude d'une mini table ronde des Partenaires Techniques et Financiers qui sera conjointement organisée très prochainement.

54. C'est sur ces propos, que j'invite les participants aux travaux de ce Forum National sur le Développement du Burundi, à participer activement aux échanges sur ce sujet combien intéressant, tout en vous souhaitant plein succès.

Que Dieu vous bénisse tous.

Je vous remercie.